

L'Etat réhabilité

par Erik Izraelewicz

La *reaganomics* est morte, l'ultra-libéralisme économique reaganien enterré et les années 80 définitivement closes. La victoire de M. Bill Clinton confirme l'entrée, pour les Etats-Unis et, au-delà, pour l'économie mondiale, dans une ère nouvelle. La vague ultra-libérale qui avait inondé le monde à partir de la fin des années 70 s'est retirée. Après le « tout-Etat » du communisme soviétique, l'« Etat minimum » du capitalisme californien est, à son tour, condamné. Partout dans le monde, le capitalisme cherche sa voie... et l'Etat sa juste place.

Dans cette course, l'élection du ticket démocrate à la Maison Blanche est un nouveau pas. Face à la réémergence d'une demande d'intervention publique dans l'économie, M. Clinton répond par une volonté de réhabilitation de l'Etat. Celle-ci ne se réduit pas à la simple tradition redistributrice des démocrates. Malgré un début de réflexion sur ce sujet, les économistes ne lui sont que d'un faible secours (« le Monde de l'économie » des 27 octobre et 2 novembre).

Inspirés par les ultra-libéraux de l'école de Chicago, M. Ronald Reagan et ses amis républicains préconisaient en matière économique le « laisser-faire » intégral.

L'Etat – mal absolu à leurs yeux – ne devait assurer aucune fonction ni de production, ni de redistribution, ni même de régulation. Pour les « reaganiens », partisans de ce que l'on a appelé « l'économie de l'offre » – les *supply-siders* –, la prospérité générale ne pouvait provenir que de l'initiative individuelle libérée de toute contrainte. Priorité absolue devait donc être accordée au retrait de l'Etat. La baisse des impôts, les privatisations et la déréglementation tous azimuts constituaient ainsi les trois piliers de la « *reaganomics* ».

Appliquée dès la fin des années 70 en Californie et en Grande-Bretagne, cette idéologie a profité des difficultés rencontrées par les politiques néo-keynésiennes des années 70 et de l'échec économique des pays communistes pour, progressivement, se répandre dans l'ensemble des pays de la planète. Ou presque. Partout, la chasse à l'Etat a été engagée, de Prague à Buenos-Aires, de Paris à Shanghai. Les pouvoirs publics ont réduit leur train de vie, lutté contre la bureaucratie et vendu leurs actifs au secteur privé, dans les ex-pays socialistes d'Europe de l'Est, dans les pays en développement, mais aussi dans les pays industriels (en France et en Italie notamment).

Lire la suite page 3

L'Etat réhabilité

Suite de la première page

Actuellement, une centaine de pays dans le monde réalisent actuellement des programmes de privatisation! Presque autant mènent des politiques de dérégulation sociale ou financière. A son tour, cette idéologie et les politiques qu'elle inspire se sont cependant trouvées condamnées. L'éviction brutale de M^{me} Margaret Thatcher, en Grande-Bretagne en 1990, en avait été un premier signe. L'arrivée de M. Clinton à la Maison Blanche en sonne le glas. Les deux présidents républicains, MM. Reagan et Bush, n'ont certes pas appliqué dans sa totalité l'ultra-libéralisme économique dont ils se prévalaient. M. George Bush, notamment, a dû augmenter - à partir de 1990 - les impôts et mener, de façon tout à fait centrale et dirigiste, l'opération de sauvetage des caisses d'épargne! Déçu, l'un de leurs gourous, M. Arthur Laffer, l'auteur de la «théorie» qui dit que «trop d'impôt tue l'impôt», a même appelé à voter pour Clinton (*le Monde* du 21 septembre)! Certains experts soutiennent ensuite que, suprême paradoxe, les Etats-Unis n'ont jamais connu une politique plus keynésienne que celle suivie par M. Reagan dans les années 80, l'énorme déficit public venant soutenir l'activité économique.

Au-delà de ces considérations, les «années Reagan» - et dans une moindre mesure celles de M. Bush - ont en fait été marquées par un vaste recul de l'Etat-Providence et une dérégulation très forte dans un grand nombre de secteurs. Soutenue dans une première phase, la croissance s'est progressivement estompée, les conditions d'une reprise dissipées. Douze ans d'«Etat-négligence» ont conduit à de graves déséquilibres économiques et sociaux. Dans la compétition internationale, l'Amérique a découvert que, faute d'infrastructures, faute d'un système éducatif performant, faute d'une mobilisation autour de grands projets technologiques, elle se retrouvait affaiblie face à des pays comme l'Allemagne et le Japon, dans lesquels l'Etat, s'il n'était tout-puissant, jouait néanmoins un rôle très actif.

Adopté par le peuple américain, le programme économique du candidat élu, M. Clinton (*le Monde* du 5 novembre) - même s'il reste riche d'ambitions contradictoires, - tente de répondre à cette demande d'interventionnisme. «*Le message central de M. Clinton*», explique l'un de ses partisans, le professeur d'économie Rudiger Dornbusch de MIT (l'Institut de technologie du Massa-

chusetts) dans *The Economist* (24 octobre), «est que l'Amérique a besoin d'une politique gouvernementale active pour favoriser la formation du capital sous tous ses aspects : capital humain, technologie, infrastructure et capital financier».

La nouvelle administration promet ainsi d'engager de gigantesques fonds publics pour construire des routes, des ponts et les réseaux de communication de l'an 2000, de donner une protection sociale minimale à la population, de créer un système de formation de qualité et d'engager une politique industrielle centrée sur quelques grands projets tout en renforçant la lutte pour la protection de l'environnement. M. Clinton a même réussi à se faire élire en annonçant des augmentations d'impôts (pour les plus riches et pour les firmes étrangères installées aux Etats-Unis) : cela eût été inimaginable il y a quelques années.

Un décor et des règles du jeu

Le marché, et lui seul, devait, selon la *reaganomics*, créer les conditions les meilleures pour une croissance saine et longue. La réalité vécue par les Américains a démenti le dogme. L'Etat est indispensable. Les économies les plus performantes - le Japon et l'Allemagne - sont celles où il intervient de multiples manières. Le «*capitalisme rhénan*» aurait-il démontré sa supériorité sur son pendant «*anglo-saxon*», pour reprendre la distinction de M. Michel Albert? Les excès de la dérégulation - particulièrement flagrants outre-Atlantique dans des secteurs comme la finance ou les transports aériens - ont en tout cas alimenté cette demande d'intervention de l'Etat, accrue encore par les problèmes d'environnement et la gestion des nouvelles technologies.

Cette demande émane non seulement des populations pauvres, mais aussi des classes moyennes et d'un grand nombre de dirigeants d'entreprise. Les acteurs économiques ont besoin d'un décor et de règles du jeu que l'ultra-libéralisme reaganien avait tendance à négliger.

Si elle peut permettre une reprise de la croissance aux Etats-Unis, la *clintonomics* pourrait avoir sur l'économie internationale des effets contradictoires. Des effets positifs tout d'abord : les Etats-Unis seront sans doute plus ouverts aux négociations, souhaitées par la France notamment, en vue d'une réforme du système monétaire international. Les dogmatiques reaganien - à

l'exception notable de M. James Baker - refusaient toute réflexion sur une organisation plus stable du marché mondial des monnaies. Des conséquences moins heureuses peuvent être : la demande d'Etat exprimée le 3 novembre par l'électorat américain est aussi une demande de protection. Préoccupée à court terme par la seule création d'emplois aux Etats-Unis, la nouvelle administration pourrait répondre par une attitude protectionniste dans les échanges internationaux. M. Clinton et ses proches promettent de ne pas céder aux pressions et d'éviter le danger. Ce sera l'un des grands défis de la nouvelle équipe.

Cette réhabilitation de l'interventionnisme public - sous des formes très diverses - s'étend et va continuer à se développer au-delà de l'Amérique. L'effet de balancier est déjà sensible dans les pays ouest-européens, où les ministres de l'industrie - socialistes ou libéraux - s'interrogent sur les modalités renouvelées de leurs actions et où le projet d'une initiative européenne de croissance (avec la réalisation d'infrastructures continentales) est débattue. Dans les ex-pays socialistes les plus avancés sur la voie de la transition vers le marché (la Hongrie, la Pologne et les Républiques tchèques et slovaques), on travaille aussi, tout en libéralisant l'économie, à redéfinir le champ de l'intervention de l'Etat.

Face à ces changements, la France se trouve, quant à elle, une fois de plus à contre-courant. Au moment où la vague ultra-libérale déferlait sur les rivages du Vieux Continent, au début des années 80, les socialistes arrivaient au pouvoir à Paris. Convertis - de force - au libéralisme, ils ont maintenu les nombreux filets de protection abandonnés par les Anglo-Saxons. Aujourd'hui, à l'heure du retour de l'Etat, la droite «libérale» s'apprête à reprendre la direction du pays. Ses projets traduisent, sous certaines formes, le souci de répondre aussi à la demande d'intervention publique. Tout en annonçant de nouvelles privatisations et des baisses d'impôts, l'opposition ne parle-t-elle pas de programmes de rénovation urbaine, d'aménagement du territoire ou d'aides fiscales à l'investissement? La France bénéficie finalement d'un décalage qui lui a permis d'éviter, hier, les excès de l'ultra-libéralisme, avec les dégâts que l'on constate aujourd'hui en Grande-Bretagne. Et qui lui permettra peut-être, demain, de ne pas retomber dans les affres du dirigisme étatique.

ERIK IZRALEWICZ